



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

POUVOIR ADJUDICATEUR (PA)

ÉTAT - MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
PRÉFET DE MAYOTTE

REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR (RPA)

SERVICE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE DE LA POLICE NATIONALE DE MAYOTTE

OBJET DE LA CONSULTATION

**INSTALLATION D'UNE PLATEFORME DE VIE FLOTTANTE
ÉCOLOGIQUE, OFFRANT DES INFRASTRUCTURES POUR LES
INTERCEPTEURS EN ATTENTE D'INTERVENTION ET DES
ÉQUIPEMENTS DE SURVEILLANCE SUPPLÉMENTAIRES**

PROCEDURE

APPEL A COMPÉTENCE / DEMANDE D'INFORMATIONS

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES

22 MARS 2024 - 14H00

RÉFÉRENCE PUBLIQUE POUR LA DÉMATÉRIALISATION

SATPN976-RFI-2024-PLATEFORME

Table des matières

-	Article 1 – AVERTISSEMENT.....	3
-	Article 2 – CONTEXTE.....	3
-	Article 3 – LES BESOINS DE LA PRÉFECTURE DE MAYOTTE.....	4
-	Article 4 – EXIGENCES FONCTIONNELLES.....	4
-	Article 5 – MODALITÉ DE MISE EN ŒUVRE DE L'APPEL A COMPÉTENCE.....	5
-	Article 6 – QUESTION ET CADRE DE RÉPONSE.....	5
-	Article 7 – MODALITÉ DE CORRESPONDANCE.....	6
-	Article 8 – ACTIONS POTENTIELLEMENT RÉALISÉES À L'ISSUE DE L'APPEL À COMPÉTENCE.....	7
-	Article 9 – GLOSSAIRE.....	8
-	Article 10 – ANNEXE 1 – CADRE RÉPONSE.....	8

Article 1 - AVERTISSEMENT

Le présent appel à compétence, par sa Demande d'Informations (DI) ne constitue ni une consultation, ni un appel d'offres, ni un quelconque engagement de l'État à lancer ultérieurement une opération ou une contractualisation sur l'objet de la présente DI.

À ce stade amont de la réflexion, la réponse des « opérateurs compétents » à cette DI est une démarche volontaire et non discriminante. La présente DI s'adresse aux « opérateurs compétents » de l'Union Européenne .

Réciproquement, les réponses à la DI ne constitueront pas des engagements contractuels ou pré-contractuels de la part de leurs auteurs.

Les « opérateurs compétents » seuls ou en groupement sont informés qu'ils ne peuvent prétendre à aucune indemnité, et/ou rémunération, et/ou remboursement de frais pour les prestations réalisées dans le cadre des travaux qu'ils engageraient pour répondre à cette DI (y compris la remise de leurs réponses, les entretiens éventuels en présentiel ou distanciels qui pourraient s'ensuivre).

Les sociétés souhaitant répondre à la présente DI peuvent le faire, sur tout ou partie du périmètre, même si elles n'apportent pas de réponse à l'intégralité des besoins exprimés.

Article 2 - CONTEXTE

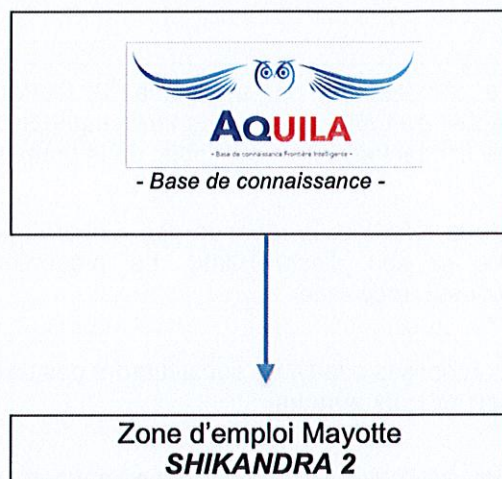
La sécurisation des frontières maritimes est un enjeu majeur pour la protection des territoires insulaires et en particulier celles de Mayotte.

Dans le cadre du programme Frontières Intelligentes du ministère de l'Intérieur, une base de connaissance exhaustive recensant l'ensemble des technologies de sécurité maritime ayant atteint un niveau de maturité maximal (TRL9) est en cours de réalisation. Il s'agit de la base de connaissance AQUILA.

AQUILA vise à regrouper l'arsenal des solutions les plus avancées et éprouvées, s'appuyant sur des innovations technologiques pour renforcer la lutte contre l'immigration clandestine. Régionalisée en fonction des besoins, AQUILA est utilisée pour chaque zone d'emploi au travers d'un projet dédié à l'installation d'une plateforme de vie flottante écologique. La zone d'emploi du présent RFI porte le nom de SHIKANDRA 2 et concerne Mayotte.

L'architecture envisagée pour SHIKANDRA 2 sera le fruit d'une sélection rigoureuse des briques technologiques les plus adaptées, provenant d'une série de RFI (Request for Information) dont le présent RFI dédié à l'installation d'une plateforme de vie flottante écologique.

L'approche privilégiée pour SHIKANDRA 2 se fonde sur la recherche de solutions simples, efficaces, intégrables, évolutives et maintenables à moindre coût pour le ministère de l'Intérieur. Cette approche modulaire permettra d'assembler un ensemble cohérent et fonctionnel, combinant diverses technologies sélectionnées pour répondre aux défis spécifiques de la surveillance maritime à Mayotte.



Article 3 - Les besoins de la préfecture de Mayotte

Une réflexion est engagée à titre exploratoire par la préfecture de Mayotte qui souhaite connaître l'état du marché fournisseur dans le domaine plateforme flottante.

Cette plateforme de vie flottante écologique positionnée dans le lagon de Mayotte, sera destinée à fournir un point d'amarrage aux intercepteurs en attente d'intervention, et sera pourvue d'installations pour assurer le confort et les besoins essentiels du personnel.

Article 4 - Exigences Fonctionnelles

1. Objectif : installation d'une plateforme de vie flottante écologique, offrant des infrastructures pour les intercepteurs en attente d'intervention et des équipements de surveillance supplémentaires. Cette plateforme doit être simple d'entretien et ouverte afin d'éviter tout problème de maintenance. Tout doit être disposé dans un seul conteneur.

2. Spécifications de la Plateforme

- Ancrage écologique dans des zones protégées de la houle.
- Autonomie en énergie (solaire, éolienne ou autre).
- Espace de vie : Roof qui couvrira les $\frac{3}{4}$ de la plateforme protégeant du soleil et de la pluie.
- Espace repos avec 6 bannettes ou points d'ancrage permettant d'installer des hamacs
 - Sanitaires homme et femme avec cuve à eaux noires et grises (ex : dans un conteneur amarré à la plateforme).
- Équipement d'un micro-ondes.
- Possibilité de configurer la plateforme en fonction des missions.
- Prévoir une alimentation électrique et des batteries pour alimenter les équipements du bord, y compris les dispositifs lumineux conformes pour indiquer la présence de la plateforme au mouillage
- Prévoir un système de désalinisation de l'eau de mer.

3. Surveillance et Sécurité :

- Prévoir un système de vidéoprotection piloté depuis le centre opérationnel de l'EMOLIC et protégé contre le vandalisme (intégré dans les conteneurs, et visualisant l'extérieur) via un système de caméra espion discrètes, ainsi que des capteurs d'intrusion sur la plateforme.
- Prévoir une connexion satellitaire haut débit (type StarLink ou autre) intégré dans un des conteneurs, pour éviter la prédation, et transmission à l'EMOLIC des vidéos et alarmes en temps réel. Prévoir un emplacement pour VHF fixe.
- Dispositifs de sécurité adaptés pour ce type de plateforme, bouées de sauvetage et autres dispositifs réglementaires.
- Feux de signalisation et feux de recherche.

4. Utilisation de Drones Aériens :

- Prévoir une zone pour l'intégration d'un drone aérien pour la surveillance et l'identification de menaces potentielles avant une intervention (zone d'atterrissage de drone).

5. Fonctionnalités Complémentaires :

- Bittes d'amarrages et boudins de protection pour les intercepteurs.
- Extincteurs, moyens de lutte contre l'incendie. Corne de brume. Feu de remorquage et échelle de remontée.

6. Documentation et Support :

- Plans détaillés de la conception de la plateforme.
- Support technique pour l'installation et la maintenance.

7. Calendrier et Coûts :

- Planification de l'installation avec un échéancier détaillé.
- Estimation budgétaire complète couvrant les équipements et les travaux.

Article 5 - Modalité de mise en œuvre de l'appel à compétence

Dans le cadre de l'appel à compétence, la présente demande d'information (DI) constitue la première étape de la consultation des fabricants /installateurs / équipementiers de solutions de plateforme flottante afin de sonder la capacité du marché à répondre en tout ou partie des besoins de la préfecture de Mayotte.

Les réponses obtenues permettront d'identifier des solutions techniques (équipements) novatrices et aptes à une utilisation sur le terrain. Les fournisseurs peuvent aussi proposer d'eux-mêmes des fonctionnalités complémentaires, qui pourraient apporter des capacités utiles à l'action LIC.

Cette DI s'adresse aussi bien aux opérateurs leaders sur le marché qu'aux startups, TPE, PME, centre de recherche ou toute autre entité située en France ou au sein de l'Union européenne.

Article 6 - Question et cadre de réponse

Les réponses des opérateurs compétents seront structurées en suivant le cadre en annexe du présent document.

Article 7 - Modalité de correspondance

7.1 Objectif de la demande d'information

La DI est volontairement rédigée de manière à présenter les besoins de la préfecture de Mayotte pour son projet de plateforme vie flottante ne présente qu'une orientation vers des solutions.

L'objectif recherché est de laisser une liberté de réponse sans brider les propositions.

Les « opérateurs compétents » sont invités à apporter un maximum d'éléments pour étayer leur réponse (niveaux de service, incidence sur les prix, contraintes, points d'attention, etc).

7.2. Demande de précisions relatives à la demande d'informations

Les « opérateurs compétents » peuvent demander des précisions, d'ordre administratif ou techniques sur cette DI, qu'ils jugent utiles à l'établissement de leur réponse.

Le cas échéant, la demande de précisions doit être adressée au ministère de l'Intérieur par voie dématérialisée, via la plate-forme des achats de l'État : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le ministère de l'Intérieur se réserve la possibilité d'apporter les réponses nécessaires. Ces réponses seront transmises collégialement aux entreprises s'étant inscrites dans cette démarche d'appel à compétence et ce, par voie électronique.

7.3. Remise de la réponse sur PLACE

Les « opérateurs compétents répondants » remettent leur réponse par dépôt sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La préfecture de Mayotte ne souhaite qu'un seul exemplaire électronique de la réponse.

7.4 Demande de précisions sur la teneur des réponses

La préfecture de Mayotte peut demander aux « opérateurs compétents répondants » de préciser la teneur de leur réponse. Ces demandes sont adressées aux « opérateurs compétents » via la PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr> et les éléments de réponses sont également transmis par cette plateforme. Ils peuvent aussi demander des précisions au ministère de l'Intérieur par voie dématérialisée, via les adresses courriels suivantes :

Thibaut.mylander@mayote.pref.gouv.fr

Carol.furgal@interieur.gouv.fr

Franck.junca@interieur.gouv.fr

7.5. Envoi des réponses

L'« opérateur compétent répondant » fournira une réponse unique, transverse et raisonnée sur l'ensemble de la problématique présentée dans la présente Demande d'Information (DI). La réponse à la DI peut être une réponse groupée, à laquelle participent plusieurs opérateurs compétents, selon des modalités librement définies par les membres du groupement. Les sociétés souhaitant répondre à la présente Demande d'Information, peuvent le faire, sur tout ou partie du périmètre, même si elles n'apportent pas de réponse à l'intégralité des besoins évoqués précédemment. La réponse est impérativement en français.

Les réponses des « opérateurs compétents » devront être remises au plus tard le 22 mars 2024 à 14H00 selon les modalités prévues dans le présent document, avec des fichiers compatibles avec les logiciels de bureautique Microsoft Office, Libre office ou au format « PDF ».

7.6. Organisation d'entretiens individuels avec les « opérateurs compétents répondants »

A l'issue de la réception des réponses aux demandes d'informations, l'administration se réserve la possibilité de contacter les « opérateurs compétents répondants » afin de réaliser un entretien avec eux sous la forme d'une audioconférence (il vous sera communiqué le numéro de téléphone (numéro non surtaxé) et le code d'accès associé par courriel d'invitation ou par question directement posée sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Article 8 - ACTIONS POTENTIELLEMENT RÉALISÉES À L'ISSUE DE L'APPEL À COMPÉTENCE

La campagne d'évaluation qui pourraient éventuellement être menée à l'issue de l'appel à compétence auprès de certains « opérateurs compétents répondants » ne constitue en aucune façon un engagement de l'État à acquérir ultérieurement la ou les solution(s) présentées(s) à cette occasion.

Toute acquisition future sera menée dans le respect des règles de concurrence, conformément aux procédures prévues par la réglementation en matière de marchés publics.

Article 9 - Glossaire

Sans objet.

Article 10 - ANNEXE 1 – CADRE REPONSE

Les réponses des opérateurs compétents seront structurées en suivant scrupuleusement le format proposé ci-dessous :

1. Information sur l'opérateur compétent :

1.1 Informations générales – Identification de l'opérateur

- Raison sociale	-	
- Date de création de la société	-	
- Domiciliation de la société	-	
- Adresse postale	-	
- Pays	-	
- Numéro RCS ou équivalent	-	
- Nom du contact pour cette DI	-	
- Téléphone portable	-	
- Téléphone fixe	-	
- Adresse mail du contact	-	
- Êtes-vous favorable à un entretien individuel dans l'éventualité où l'administration souhaiterait l'organiser avec votre société	- OUI	- NON
	-	-

• Si le siège de votre société n'est pas domicilié en France :

- Avez-vous des filiales en France ?

• Où sont situés vos sites de production et plus particulièrement ceux en lien avec votre activité liée avec l'objet du présent appel à compétence ?

• Veuillez **présenter succinctement l'organigramme de votre entreprise** ci-dessous ou joindre un document dans votre réponse à cet effet :

L'opérateur compétent doit décrire son organisation interne, ses domaines de compétence et donner une indication sur les moyens humains consacrés aux opérations ou programmes en relation avec l'objet de la présente DI (R&D, production...).

2. Informations générales – Informations financières

Nom des actionnaires principaux	Part du capital
-	-
-	-
-	-
-	-

Années	Chiffre d'Affaires (dont relatif à l'objet de la présente DI)	Effectifs moyens (dont relatifs à l'objet de la présente DI)
2022	-	-
2021	-	-
2020	-	-

3. Informations spécifiques

- Quelle est l'ancienneté sur ce type de prestations et moyens humains affectés ?
- Positionnement par rapport à la concurrence : points forts, valeur ajoutée par rapport à vos concurrents ?
- Principaux clients sur ce type de prestations ?
- Projection de vos prestations dans les 5 années à venir ?

Remarque : dans le cas d'une réponse conjointe de plusieurs opérateurs compétents, les éléments demandés dans cette section sont à fournir pour chacun des opérateurs impliqués dans le groupement.

2. Information sur la solution technique de l'opérateur compétent :

2.1. Performance des plateformes de vie flottante et leur intégration

Performances de la plateforme à la mer		
QUESTIONS		OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
	Votre produit (y compris l'ancrage) peut tenir quel niveau de mer sans risque pour les personnels ?	
	Disposez-vous de solutions écologiques respectueuse de l'environnement ? en particulier pour le traitement des eaux grises et noires ?	

	Quels types d'ancrage préconisez-vous et pourquoi ?		
	Quelles mesures d'urgence préconisez-vous en cas de tempête ?		
	La plateforme est-elle reconfigurable facilement à partir d'un quai pour embarquer et débarquer des conteneurs ?		
	Quel type de source d'énergie proposez-vous ?		
	La plateforme peut-elle être équipée d'un ou plusieurs moteurs ou POD pour naviguer de manière autonome moyennant les autorisations administratives adéquates ? ou pour assurer un positionnement dynamique précis sans ancrage ?		
A8	Quelles solutions pouvez-vous proposer ? propositions multiples (taille, disposition des conteneurs, modularité ? etc..)		
A9	Quel dispositif de désalinisation de l'eau de mer proposez-vous ?		

A10	Comment envisagez-vous de stocker les déchets hors eau usées ?		
A11	Comment pouvez-vous justifier une empreinte environnement la plus faible possible ? voir neutre		
A12	Le système dispose-t-il de climatisation ou d'une isolation thermique spécifique ?		
A13	Le système dispose-t-il d'un groupe électrogène de secours intégré dans la PF pour éviter la prédation ?		

2.2. Installation / Intégration du dispositif

Installation / Intégration du dispositif		
QUESTIONS	RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
D1 - Le dispositif est-il livrable à Mayotte ? et pouvez-vous détailler la logistique de la livraison et de l'installation de la PF à Dzaoudzi ?		
D2 - La PF peut-elle être fabriquée localement à Mayotte ?		
D3 - Si oui à D2, Combien de temps faut-il pour la construire ? et avez-vous un partenaire local ?		
D4 - Pensez-vous pouvoir intégrer au mieux la PF à l'environnement ? et comment ?		

D5 - Pouvez-vous assurer la certification de la PF comme une embarcation navigante ?		
D6 - Vos techniciens et spécialistes communiquent-ils en langue française ?		
D7 - Combien de personnels sont-il nécessaires pour installer la PF, la démonter et la déplacer par voie terrestre ? et quels moyens sont nécessaires ?		

2.3. système de sécurité de l'équipement

Système de sécurité de l'équipement		
QUESTIONS	RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
H1 - L'enregistrement des vidéos de votre dispositif est-il en continu ?		
H2 - La relecture des vidéos enregistrées est-elle possible sur le dispositif, en		

	local, sur un écran ou sur un smartphone ? à partir du système de stockage de l'EMOLIC ? Autre ?		
	L'enregistrement des vidéos peut-il également être déclenché par d'autres événements ? Lesquels ?		
	La résistance du dispositif a-t-elle été éprouvée en milieu tropical ?		
	Le délai de conservation des vidéos est-il paramétrable ?		
	Le dispositif de vidéo surveillance est-il configurable pour envoyer des alertes sur des événements comme pénétration sur la PF, accostage d'un navire non autorisé, dépôt d'objet sur la plateforme ? Etc.		

	Les capteurs fonctionnent-ils la nuit (mode IR ou EMCCD) ? si oui, sont-ils non décelables ?		
--	--	--	--

2.4. Formation

Formation		
QUESTIONS	RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
Votre société assure-t-elle la formation des utilisateurs, en français ? En présentiel ? En distanciel ?		
Proposez-vous plusieurs types de formation (exploitation, administration, réparation, montage...) ?		

2.5 Évolutivité

Évolutivité		
QUESTIONS	RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
- Votre dispositif pourrait-il permettre un appairage avec une seconde plateforme avec les mêmes performances ?		
- Votre dispositif peut-il évoluer ? avez-vous imaginé d'autres fonctions utiles à la mission des forces de sécurité ?		

2.6 Maintenance

Maintenance		
QUESTIONS	RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
- Quelles sont les récurrences et durées des maintenances ? K1		
- Faut-il caréner la plateforme régulièrement et la traiter contre le biofouling ? quid des moteurs ou POD ? K2		
- Comment est prévue la prise en charge des opérations de maintenance pour un matériel installé sur la PF ? K3		
- Quel est le délai moyen d'intervention dans le cadre de la garantie ? K4		
- Existe-t-il une « hotline » ? Sur quelle plage (jours/heures) ? K5		
- Quelle est la durée de garantie de votre dispositif ? K6		
- En cas d'indisponibilité du dispositif ou de l'un des périphériques notamment pour maintenance, mettez-vous à disposition un dispositif de substitution ? K7		

-	Pendant combien d'années garantissez-vous le maintien en condition opérationnelle de votre dispositif pour la partie matérielle?		
---	--	--	--

2.7 Impact financier

Impact financier : définir les différents impacts financiers des questions posées ci-dessus, notamment			
QUESTIONS		RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
-	Quel est le coût estimé du dispositif complet que vous proposez ? plusieurs versions sont envisageables ?		
-	Quel est le coût estimé d'une démonstration in situ de plusieurs mois ?		
-	Quel est le coût d'une journée de formation ? Pour combien de personnes ?		

2.8. Autres informations éventuelles (forme libre)

L'opérateur compétent peut fournir toute information complémentaire et pertinente en regard de la présente DI.

Si le dispositif proposé par votre société présente des aspects non abordés par les précédentes questions, vous pouvez les détailler :	
	- - - - - -

A DZAOUDZI, le 21/02/2024

Pour le Préfet, et par délégation
Le sous-préfet, chargé de la Lutte contre l'Immigration Clandestine

FREDERIC SAUTRON